



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre
Équipe territoriale

Arrêté du 22 SEP. 2025 mettant en demeure la société LH LOGISTICS PROPCO SCI à SANDOUVILLE et OUDALLE de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7 et L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 17 juin 2019 autorisant et réglementant les activités exercées par la société ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 août 2025 ;
- Vu l'absence de réponses écrites ou orales de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT :

que la société LH LOGISTICS PROPCO SCI exploite, sur son site situé sur les communes de SANDOUVILLE et OUDALLE, un entrepôt de stockage de matières combustibles de plus de 1 340 000 m³ au total et composé de 12 cellules destinées à être occupées par différents locataires ;

que cet entrepôt est soumis au régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement et est réglementé par les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 susvisé ;

qu'un incendie s'est déclaré au niveau de l'armoire électrique principale de la cellule B3 du bâtiment de la société LH LOGISTICS PROPCO SCI le 8 juillet 2025 ;

que l'inspection des installations classées s'est rendue sur le site le 22 juillet 2025 pour contrôler la conformité des mesures prises par l'exploitant afin de gérer les conséquences de cet incendie ;

qu'à l'occasion de cette visite, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants constituant des manquements aux dispositions suivantes à l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 susvisé :

- l'extinction automatique incendie ne fonctionne plus dans un quart de la cellule B3 (article 8.7.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé) ;
- les installations électriques dans la cellule B3 ne sont plus fonctionnelles (article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé), y compris l'éclairage et les blocs portes permettant l'évacuation de la cellule ;
- les installations de détection incendie en cellule B3 sont hors service (article 8.4.4 de l'arrêté préfectoral susvisé) ;
- une pompe de relevage est en défaut et des non-conformités ont été relevées dans le rapport de maintenance des séparateurs d'hydrocarbure et des vannes d'isolement du 8 avril 2025 (article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé) ;

que l'inspection a constaté la présence de stockages au sein de la cellule B3, y compris au niveau des zones où les installations de prévention et de protection contre l'incendie précitées ne sont plus opérationnelles ;

que la cellule B3 est donc exploitée (présence de stockage de matières combustibles) sans présence de moyens de prévention et de protection opérationnels ;

que cette situation présente des risques importants en cas d'incendie au sein de cette cellule B3 ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur les communes de SANDOUVILLE et OUDALLE ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société LH LOGISTICS PROPCO SCI (N° Siret : 90789566800016), dont le siège social est situé 78 avenue Raymond Poincaré, 75016 à PARIS, est mise en demeure de respecter, pour son établissement situé sur le parc logistique du pont de Normandie 2, sur les communes de SANDOUVILLE et OUDALLE :

- **sous quinze jours à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 8.7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 susvisé : en équipant l'ensemble de la cellule B3 d'un système d'extinction automatique d'incendie fonctionnel ou en réorganisant le stockage au sein de la cellule B3 pour faire en sorte que tous les produits combustibles soient sous la protection d'un réseau de sprinklage fonctionnel.

- sous quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.4.4 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 susvisé, à savoir : la détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.
- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 susvisé, à savoir : les installations électriques et d'éclairage sont conçues, réalisées et entretenues en bon état et vérifiées.
- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 susvisé, à savoir : les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. [...]

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 – Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies de SANDOUVILLE et OUDALLE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5 – Délai et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 6 – Exécution – Ampliation

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du HAVRE, les maires des communes de SANDOUVILLE et OUDALLE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le 22 SEP. 2025

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE